



16/06/2015

L'Afer et Aviva mobilisent 1 milliard d'euros pour les PME et les ETI

Paris, 16 juin 2015 - L'association d'épargnants Afer et l'assureur Aviva France vont mobiliser un milliard d'euros tirés de l'assurance-vie, au cours de l'année à venir, pour le financement de PME et d'ETI (entreprises de taille intermédiaire), ont-ils annoncé mardi à l'AFP.

La formalisation de cet engagement aura lieu mercredi lors du salon Planète PME.

"L'Afer s'engage pour un milliard d'euros dans le financement des PME et des ETI, cotées ou non cotées, c'est-à-dire dans le financement de l'économie réelle. Notre souhait est de donner à l'assurance-vie une mission de service public", a expliqué Gérard Bekerman, président de l'Afer.

Cette enveloppe sera engagée via trois types de placements proposés par l'Afer, à savoir son fonds général en euros, son contrat euro-croissance lancé cette semaine avec son partenaire historique Aviva France, et une nouvelle unité de compte gérée par BNP Paribas Investment Partners. L'argent pourra être investi dans les entreprises soit en fonds propres, soit sous forme de prêts.

"Avec cette initiative, nous assumons le rôle historique de l'assureur qui est d'investir dans le long terme. La durée de vie moyenne d'un contrat Afer est de 17 ans, cela permet de se projeter dans l'avenir et nous pouvons financer des PME et des ETI dans des proportions importantes", a souligné Nicolas Schimel, directeur général d'Aviva France.

L'épargnant peut, de son côté, espérer des rendements attractifs, dans une période de taux d'intérêt bas.

A côté de cet engagement, le président de l'Afer a indiqué qu'il demandait "au président de la République de préserver les cadres juridique, fiscal et social de l'assurance-vie".

Il s'agit notamment de revenir sur une disposition de fin 2012 qui a modifié les règles concernant les épargnants mariés en communauté au moment de la succession.

"Cette disposition, qui pénalise 15 millions de Français, ne rapporte pas grand-chose au budget de l'Etat. Ce n'est pas un enjeu financier, c'est la confiance qui est en jeu", a insisté M. Bekerman.